

Le dilemme de Carles Puigdemont

Espagne La décision du leader catalan sur son retour en Espagne est attendue. La constitution de la future majorité s'annonce compliquée.

Paco Audije
Correspondant à Madrid

Le comité permanent du parlement catalan (CPPC) – resté sur place malgré la limitation de l'autonomie – a voté en faveur d'un recours en appel devant le Tribunal constitutionnel (TC) contre la poursuite de l'application de l'article 155 de la Constitution qui – justement – permet l'encadrement des institutions catalanes par Madrid.

Au CPPC ne siège qu'une partie proportionnelle des députés de chaque groupe du parlement précédent. Ce comité représente la continuité de l'institution parlementaire catalane jusqu'à l'installation formelle du nouveau parlement prévu le 23 janvier. Et c'est Carme Forcadell – qui a été brièvement incarcérée et qui reste inculpée pour rébellion – qui a présidé la séance du CPPC. Tout un symbole de la complexe réalité catalane.

Les députés de Carles Puigdemont (ex-président toujours en Belgique pour l'instant) et d'Oriol Junqueras (ex-vice-président, toujours, lui, en prison) ont voté en faveur de ce recours en appel. Pour l'opposition, cela signifie – de manière implicite – que maintenant les souverainistes recon-

naissent l'autorité du Tribunal constitutionnel espagnol. La CUP (extrême gauche indépendantiste), de son côté, a refusé de soutenir l'initiative des deux autres forces souverainistes. Ce qui pourrait suggérer une possible évolution dans les alliances qui existaient avant le dernier scrutin.

De manière simultanée à la séance du CPPC, les nouveaux députés, élus le 21 décembre, ont commencé à se réunir au parlement. Les députés élus d'ERC (gauche républicaine, de Junqueras) et ceux qui ont été choisis sur la liste Junts per Catalunya (JxCat, de Puigdemont) se sont réunis séparément. La perspective d'un groupe unitaire JxCat-ERC semble donc disparaître, lui aussi.

Négociations très compliquées

Les négociations pour reconstituer la majorité indépendantiste restent très discrètes jusqu'ici. Tant ERC que JxCat attendent la décision de Carles Puigdemont qui, pour l'instant, n'a donné aucune indication sur un éventuel retour en Catalogne. Mais le leader indépendantiste s'est piégé lui-même sur cette question par sa promesse de rentrer en Catalogne si sa liste emportait le scrutin.

Le 21 décembre, la formation qui a remporté le scrutin fut Ciudadanos (anti-indépendantistes), mais Puigdemont et sa liste sont sortis en tête des partis souverainistes. S'il rentre, ERC n'aurait d'autre choix que de voter pour lui comme président; mais si Puigdemont reste en Belgique – par crainte

d'être arrêté –, Junqueras et les siens se sentiront libres de proposer un autre candidat à la présidence de la Generalitat (gouvernement catalan). Et Junqueras, toujours détenu, pourrait être libéré par le juge avant la constitution de la chambre.

Un martyr inutile ?

Carles Puigdemont a bien compris que s'il ne rentre pas – et qu'un autre président est donc désigné à la tête de la région –, il deviendra vite un symbole du passé, sans poids politique réel. Sans oublier qu'Inès Arrimadas (Ciudadanos) est la

dirigeante du premier parti de Catalogne en nombre de voix. Et le plafond électoral des indépendantistes est aujourd'hui plus visible qu'avant. Contre les discours récents de Puigdemont, plusieurs dirigeants d'ERC pensent que dans la nouvelle période qui s'ouvre, il leur faut progresser lentement pour augmenter la base sociale souverainiste. Sans Puigdemont et les quatre députés qui l'accompagnent en Belgique, les indépendantistes auraient le même nombre de députés que l'opposition anti-indépendantiste et Arrimadas serait peut-être en mesure de se proposer alors comme

présidente, surtout si Junqueras et les deux autres prisonniers devaient rester derrière les barreaux. Le dilemme de Puigdemont a été bien expliqué par son avocat en Espagne : "S'il rentre, il devient un martyr, mais Puigdemont doit se poser la question de savoir si être un martyr est (actuellement) utile."

Catalogne

La Tabarnie et les rêves d'indépendance

La corruption des politiciens catalans enfonce la Tabarnie dans la misère", crient les promoteurs anti-indépendantistes de Tabarnia (ou Tabarnie). Pour l'instant, ce n'est qu'un pays imaginaire créé à partir des noms de Barcelone et de Tarragone.

Selon ses promoteurs, si le pays souverain voulu par Puigdemont voit le jour, sa République ne devrait intégrer que 18,39% de la population de Catalogne. Un pays très rural formé de 32 comarcas (cantons). La Tabarnie reprendrait surtout la frange côtière de Barcelone et de dix autres comarcas (parmi 42 au total). Là, ceux qui s'opposent à l'indépendance sont majoritaires et plus de six millions de personnes y habitent (81,61% des Catalans). Cette frange resterait en Espagne sous le statut de région autonome.

"C'est la Catalogne

industrielle, prospère et bilingue, contraire au séparatisme", déclarent les partisans de Tabarnie. Ils proposent octobre 2019 comme horizon d'un référendum destiné à se séparer de la Catalogne. Entre la satire et la vraie politique, la Tabarnie fait son chemin.

P.A., à Madrid

Carles Puigdemont a compris que s'il ne rentre pas, il deviendra vite un symbole du passé, sans poids politique réel.